



AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE

Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mardi 6 mai 2025

Gouvernement.....	2
Matias Marttinen nommé ministre de l'Emploi à partir du 6 mai.....	2
Politique européenne et étrangère	2
Le discours de la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen annulé à la dernière minute en Allemagne pour des raisons de sécurité.....	2
Défense	3
Réunion des ministres de la Défense des pays nordiques à Rovaniemi	3
Télécommunications	3
La Secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications en Finlande à l'invitation de la ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, et de la ministre des Transports et des Communications, Lulu Ranne.....	3
Au premier semestre, Telegram a aidé la police finlandaise plus qu'avant et a également supprimé des contenus terroristes.....	4
Parlement	4
Arto Satonen devrait devenir président de la Commission de l'emploi et de l'égalité.....	5
Les députés Jukka Kopra et Sinuhe Wallinheimo en vue pour le poste de chef du groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale	5
Partis politiques.....	5
Selon le Ministère de la Justice, le mouvement Sinimusta doit être à nouveau enregistré comme parti politique	5
Le mouvement ouvertement fasciste et raciste Sinimusta sera reconnu comme parti	5
Social.....	6
La nouvelle convention collective de la fonction publique de l'État a été approuvée	6
Finnair a annulé plus de 1800 vols depuis l'automne à cause des conflits sociaux.....	6
Administration	7
L'Agence des services numériques et de la population conseille aux citoyens d'utiliser le service numérique de l'État pour recevoir des courriers des autorités publiques	7
Économie – Emploi	7
Les prix des appartements continuent de diminuer	7
Le chômage des jeunes diplômés a augmenté.....	7
Nucléaire	8
Une centrale pilote en vue d'un SMR est en construction à Helsinki	8
Droit – Justice - Constitution – Politique étrangère	8
La ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, estime que la gestion de la politique étrangère fonctionne bien.....	8
Le Président de la commission des affaires étrangères Johannes Koskinen estime que le chancelier de la Justice Pöysti a raison : l'accès du Parlement à l'information en politique étrangère doit être renforcé et accéléré.	9
Eglise.....	10
Le synode de l'église luthérienne se réunit cette semaine.....	10
La question du mariage à l'étude	10

Gouvernement

Matias Marttinen nommé ministre de l'Emploi à partir du 6 mai

Comme convenu précédemment au sein du gouvernement, le Président de la République nommera le député Matias Marttinen ministre de l'Emploi mardi 6 mai 2025.

Parallèlement, le Président relèvera Arto Satonen de ses fonctions de ministre de l'Emploi et de membre du gouvernement. M. Satonen conservera son mandat de député.

https://valtioneuvosto.fi/-/hallituksen-tyoministeri-vaihtuu-?languageId=en_US

Politique européenne et étrangère

Le discours de la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen annulé à la dernière minute en Allemagne pour des raisons de sécurité

Le discours de la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen à Berlin a été annulé lundi en raison d'une menace pour la sécurité.

Valtonen devait prendre la parole à la prestigieuse Académie fédérale allemande de politique de sécurité (Bundesakademie für Sicherheitspolitik, BAKS).

Une voiture inconnue des services de sécurité a pénétré dans la cour du château de Schönhausen, ce qui a conduit la police allemande à recommander l'annulation de l'événement.

Dan Ekholm, conseiller presse et culture à l'ambassade de Finlande en Allemagne, a expliqué que l'annulation était due à l'entrée dans la cour du château de Schönhausen d'une voiture inconnue, d'où une femme s'était enfuie. La police allemande avait alors recommandé à Valtonen d'annuler l'événement.

« Il y a d'abord eu une bousculade, puis la bousculade s'est arrêtée net. C'est tout à fait normal », a déclaré Valtonen.

Environ une heure après l'annulation de l'événement, l'ambassade a appris qu'il s'agissait d'une fausse alerte. Selon Ekholm, il n'y avait aucune menace concrète. « Un particulier cherchait une place de parking et s'est garé à un endroit où il n'aurait pas dû être autorisé à se garer à la hâte », a déclaré Ekholm.

Lundi matin, Valtonen a rencontré le futur ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul. Selon elle, cette rencontre a mis en lumière les solides relations économiques et de défense entre la Finlande et l'Allemagne.

« Nous partageons un environnement de sécurité très similaire dans la région de la mer Baltique, non seulement sur le plan militaire traditionnel, mais aussi sur le terrain des menaces hybrides. Nous avons beaucoup de choses à discuter et à coordonner », a déclaré Valtonen.

L'Allemagne a été critiquée pour son manque de leadership en Europe après l'attaque lancée par la Russie contre l'Ukraine en février 2022. « Oui, le rôle de l'Allemagne est crucial. L'Allemagne a organisé des élections anticipées et un gouvernement opérationnel a pu être formé en quelques semaines. Cette semaine, le gouvernement entrera en fonction. Toute l'Europe attendait cela », déclare Valtonen.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Suède sont souvent cités comme les principaux alliés militaires de la Finlande. L'Allemagne est généralement moins mentionnée dans ce contexte. Valtonen estime que cela s'explique par le fait que la défense « dure », considérée comme très importante en Finlande, n'était pas la priorité absolue de l'Allemagne dans l'histoire moderne jusqu'à l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022.

« En Allemagne, la situation a déjà changé il y a quelques années. Et je pense que l'investissement de l'Allemagne dans une approche plus stratégique de la défense européenne, dans laquelle l'Allemagne se considère comme un acteur important, va encore s'intensifier », dit Valtonen.

Valtonen considère que les réactions du gouvernement d'Olaf Scholz à l'invasion russe sont significatives.

« Lorsque je lis le nouveau programme gouvernemental allemand et que j'en discute avec mon futur collègue ce matin, je constate que la position de l'Allemagne sur la défense européenne est stratégique et à long terme. Dans ce programme, l'Allemagne cherche spécifiquement à jouer un rôle de leader dans la défense du mode de vie européen et de nos valeurs », déclare Valtonen.

« Il y a quatre ans, personne n'aurait pu imaginer que l'Allemagne enverrait du matériel légal hors de ses frontières, et surtout hors de l'OTAN, pour soutenir un pays qui se défend », dit la ministre.

« Je constate que les investissements à long terme de l'Allemagne dans la sécurité et la défense européennes vont encore augmenter. Cela a déjà commencé sous le gouvernement précédent, en réponse à l'attaque russe de grande ampleur en Ukraine. Il est particulièrement important pour nous que tous les investissements supplémentaires dans la défense et la dissuasion soient orientés vers des capacités qui sont de toute façon nécessaires au sein de l'OTAN », estime Valtonen.

HS Yle

Défense

Réunion des ministres de la Défense des pays nordiques à Rovaniemi

La Finlande préside la Coopération nordique de défense (NORDEF) en 2025.

Dans le cadre de cette présidence, le ministre finlandais de la Défense, Antti Häkkinen, accueille une réunion des ministres de la Défense des pays nordiques à Rovaniemi les 6 et 7 mai 2025.

« L'ordre du jour de la réunion des ministres de la Défense des pays nordiques est exceptionnellement chargé. Nous poursuivons le renforcement de la défense et de la sécurité d'approvisionnement des pays nordiques sur de nombreux fronts. L'ordre du jour comprend également les questions d'actualité concernant l'OTAN et l'UE, ainsi que le soutien à l'Ukraine et les relations avec les États-Unis. Dans le cadre de cette réunion, nous nous familiariserons également avec la situation de la défense du Nord et la formation des conscrits finlandais en Laponie », a déclaré le ministre de la Défense, Antti Häkkinen.

La quatrième réunion des ministres de la Défense des pays nordiques en 2025 portera également sur la coopération entre les forces aériennes nordiques, la capacité industrielle et la coopération en matière de munitions.

https://valtioneuvosto.fi/-/pohjoismaiden-puolustusministerit-kokoustavat-rovaniemella?languageId=en_US

Télécommunications

La Secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications en Finlande à l'invitation de la ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, et de la ministre des Transports et des Communications, Lulu Ranne

Doreen Bogdan-Martin, Secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications (UIT), est en Finlande à l'invitation de la ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, et de la ministre des Transports et des Communications, Lulu Ranne. Elina Valtonen, Lulu Ranne, et le directeur général de l'Agence finlandaise des transports et des communications, Traficom, Jarkko Saarimäki, rencontreront Doreen Bogdan-Martin, à Helsinki le 6 mai 2025.

Les sujets abordés lors des réunions incluent des questions liées à la réglementation du spectre radioélectrique, à la sécurité des infrastructures numériques et à l'importance des travaux de réglementation internationale à long terme de l'UIT pour le secteur des télécommunications.

La Finlande souhaite participer activement aux travaux de l'UIT, notamment dans les domaines où elle possède une compétence clé, comme le développement des technologies 6G, et s'efforce d'intégrer les connaissances et les compétences des entreprises finlandaises à ces travaux.

Il est essentiel que les infrastructures numériques et les réseaux mobiles soient sûrs, sécurisés, fiables, résilients et compétitifs afin de répondre aux besoins futurs.

Les récents dommages causés aux infrastructures sous-marines critiques de télécommunications en mer Baltique et les interférences nuisibles avec le spectre radioélectrique soulignent l'importance d'améliorer la résilience des infrastructures numériques.

Il s'agira de la première visite du Secrétaire général Bogdan-Martin en Finlande. Durant son séjour, elle visitera Nokia et rencontrera Sari Baldauf, présidente du conseil d'administration de Nokia. Son voyage comprend également des visites en Suède et au Danemark.

L'UIT est la plus ancienne institution spécialisée des Nations Unies et célèbre cette année son 160e anniversaire. Cet anniversaire sera également célébré lors de sa visite.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410829/kansainvalisen-televiestintaliiton-paasihteeri-vierailee-suomessa-ulkoministeri-elina-valtosen-seka-liikenne-ja-viestintaministeri-lulu-ranteen-kutsusta?languageId=en_US

Au premier semestre, Telegram a aidé la police finlandaise plus qu'avant et a également supprimé des contenus terroristes

Ce printemps, le service a enregistré. Entre janvier et mars, le service de messagerie instantanée Telegram a transmis à la police finlandaise plus de données d'utilisateurs que sur toute l'année précédente. Cela signifie soit une quantité exceptionnellement élevée de contenus criminels finlandais, soit un renforcement de la volonté de Telegram d'aider les autorités finlandaises.

Selon les propres déclarations de Telegram, entre janvier et mars 2025, l'entreprise a répondu à 60 demandes d'informations des autorités finlandaises, ciblant 166 utilisateurs.

L'entreprise a également accepté de supprimer des contenus de son service.

L'année dernière, seules 24 demandes des autorités ont été reçues, pour un total de 73 utilisateurs de Telegram ciblés.

Yle a rapporté en janvier que Telegram avait accepté de supprimer 11 contenus demandés par les autorités finlandaises. Sept d'entre eux concernaient des contenus terroristes, les autres d'autres crimes graves.

Selon la police finlandaise, Telegram n'a commencé à répondre aux demandes officielles d'informations des États membres de l'UE que l'année dernière.

La police finlandaise a reçu de Telegram les premières données d'utilisateurs dans le cadre d'une enquête criminelle en septembre 2024.

La police informe que Telegram répond actuellement aux demandes d'informations de la police finlandaise. De plus, l'application a respecté les injonctions de suppression de contenus terroristes émises par la police, et d'autres contenus préjudiciables ont été retirés du service suite à des demandes.

La police ne précise pas le type d'informations demandées ou reçues, ni les enquêtes criminelles concernées.

La police ne tient pas de statistiques sur les demandes d'informations, mais le chiffre communiqué par Telegram ce printemps pourrait être exact.

Auparavant, Telegram était utilisé par les criminels car le service ignorait les demandes des autorités européennes, même dans les affaires criminelles graves.

L'entreprise se conforme désormais à la législation européenne sur les services numériques.

Ce changement de comportement a peut-être également été accéléré par l'arrestation en France l'été dernier de l'un des fondateurs du service, le Russe Pavel Dourov, estime Demokraatti.

Dem

Parlement

Arto Satonen devrait devenir président de la Commission de l'emploi et de l'égalité

Selon les informations STT, le ministre sortant du Travail, Arto Satonen, deviendra président de la Commission de l'emploi et de l'égalité du Parlement.

La décision finale sera prise par le groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale la semaine prochaine.

L'actuelle présidente de la Commission de l'emploi et de l'égalité, Saara-Sofia Sirén, prendra, comme convenu par le parti, la présidence de la grande commission à mi-mandat, en remplacement de Heikki Autto.

Le Parti de la coalition nationale avait convenu, au début du mandat du gouvernement, que le ministre de l'Emploi serait remplacé à mi-mandat. Ce poste sera occupé par le président du groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale, Matias Marttinen, à partir de mardi. Un nouveau président du groupe parlementaire sera probablement élu pour le remplacer la semaine prochaine.

HS

Les députés Jukka Kopra et Sinuhe Wallinheimo en vue pour le poste de chef du groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale

Le groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale élira un nouveau chef de groupe car l'actuel chef du groupe, Matias Marttinen, deviendra ministre de l'Emploi.

Jukka Kopra et Sinuhe Wallinheimo sont en lice pour lui succéder au poste de chef de groupe parlementaire, selon des sources d'Helsingin Sanomat.

Le groupe parlementaire choisira un nouveau chef de groupe jeudi. La proposition du président du parti, le Premier ministre Petteri Orpo, sera déterminante. Les membres du groupe ne savent pas encore qui sera choisi, Kopra ou Wallinheimo.

Jukka Kopra est député de Lappeenranta. Il en est à son quatrième mandat et préside la commission parlementaire de la défense.

Sinuhe Wallinheimo est député de Jyväskylä. Lui aussi en est à son quatrième mandat. Il est actuellement deuxième vice-président du groupe parlementaire du Parti de la coalition nationale.

HS

Partis politiques

Selon le Ministère de la Justice, le mouvement Sinimusta doit être à nouveau enregistré comme parti politique

Le mouvement ouvertement fasciste et raciste Sinimusta sera reconnu comme parti

Le mouvement Sinimusta a collecté les 5 000 signatures nécessaires à son inscription au registre des partis politiques.

Il y a un an, en avril, la Cour administrative suprême avait décidé d'annuler l'enregistrement du mouvement. Dans sa décision d'annulation, la Cour administrative suprême a estimé que les objectifs du parti n'étaient pas compatibles avec les droits fondamentaux, les droits de l'homme et les principes démocratiques.

Sinimusta a ensuite déposé une nouvelle demande d'enregistrement auprès du ministère de la Justice et a à nouveau collecté les 5 000 signatures requises.

Selon le ministère de la Justice, l'enregistrement du parti sera certainement rétabli.

Arto Jääskeläinen, responsable des élections au ministère de la Justice, confirme que Sinimusta doit être inscrit au registre des partis politiques.

« Oui, c'est bien la situation. Le programme et les statuts du parti ont déjà été discutés il y a un an, lors du dépôt de la nouvelle demande d'enregistrement après la décision de dissolution. Le programme général a été rédigé sous une forme telle qu'il n'y a aucune alternative [pour interdire son enregistrement]. Si on veut respecter la loi, un tel programme général doit être approuvé », explique Jääskeläinen.

Après le précédent enregistrement, Sinimusta avait modifié son programme général, ce qui a incité le ministère de la Justice à demander la radiation du registre des partis à la Cour administrative suprême.

Selon Jääskeläinen, la même chose pourrait en principe se reproduire si le mouvement modifie son programme dans un sens non conforme à la législation.

« Conformément à la loi, le ministère de la Justice doit être informé de toute modification du programme général d'un parti politique. Si le changement est tel que nous ne l'aurions pas approuvé [comme parti politique], nous pourrions alors repasser par la même procédure (de radiation du registre des partis). Ils doivent avoir un programme général, conformément à la loi sur les partis, capable de soutenir la comparaison avec les autres partis et les principes démocratiques généraux », dit Jääskeläinen.

« Nous prendrons une décision officielle très prochainement, lorsque nous recevrons une notification nous informant que la collecte des signatures est correcte », dit-il.

Dem HS

Social

La nouvelle convention collective de la fonction publique de l'État a été approuvée

Communiqué du ministère des Finances

Le 30 avril 2025, l'Administration du marché du travail de l'État et les principaux syndicats contractants de l'État ont conclu leurs négociations sur une convention collective de la fonction publique pour la période 2025-2028. Les parties ont approuvé l'accord le 5 mai.

L'accord est conclu pour une durée de trois ans, résiliable la dernière année par les parties. Il est valable du 1er mars 2025 au 29 février 2028.

Les salaires seront augmentés de 2,40 % à compter du 1er juillet 2025 et de 2,10 % à compter du 1er octobre 2026. De plus, à compter du 1er octobre 2026, une part intérimaire de 0,90 % sera mise en œuvre localement par administration.

En 2027, les salaires seront augmentés de 2,40 % à compter du 1er août 2027.

L'accord prévoit des modifications des conditions de service sans incidence sur les coûts.

Dans le cadre des négociations sur le marché du travail au niveau de la fonction publique de l'État, une fois le résultat approuvé par les parties, le processus d'approbation se déroule de telle sorte que le gouvernement approuve ou rejette l'accord.

Le gouvernement se prononcera la semaine prochaine. La même semaine, après la décision du gouvernement, la commission des finances du Parlement examinera l'accord et le ratifiera ou non.

Vn

Finnair a annulé plus de 1800 vols depuis l'automne à cause des conflits sociaux

Depuis l'automne dernier, les voyageurs et les finances de Finnair sont confrontés à des conflits sociaux à cause d'une « double crise » au sein de l'entreprise : les pilotes et les employés des services au sol demandent tous les deux des augmentations salariales supérieures au niveau général, ce que Finnair considère comme trop élevé.

Les pilotes font la grève des heures supplémentaires depuis plusieurs mois. Cette situation a entraîné des annulations de vols, lorsqu'il n'y a pas eu de remplaçants pour les congés maladie imprévus. Au total, plus de 1800 vols ont été annulés en raison des actions syndicales et près de 200 000 voyageurs en ont été affectés.

Au printemps, le conflit s'est étendu aux services au sol, comme la restauration, le chargement des bagages et la réparation des avions. Lundi, les grèves des services au sol à l'aéroport d'Helsinki ont entraîné la reprogrammation d'une centaine de vols.

À l'origine du conflit, il y a les conventions salariales de l'industrie. Pendant la pandémie, les employés ont accepté des augmentations de salaire inférieures à l'augmentation générale, parce que la situation financière des employeurs était difficile.

Selon les employés, cette flexibilité doit maintenant être compensée, lorsque la situation de l'entreprise s'améliore. C'est pourquoi les employés ont demandé des augmentations de salaire supérieures au niveau général des hausses salariales, qui est de 7,8 % sur trois ans. Finnair n'est pas d'accord. Elle estime que cette augmentation serait trop importante à un moment où la compagnie vient à peine de renouer avec la rentabilité.

Un nouveau préavis de grève des employés des services au sol a été donné pour les 16 et 19 mai.

HS

Administration

L'Agence des services numériques et de la population conseille aux citoyens d'utiliser le service numérique de l'Etat pour recevoir des courriers des autorités publiques

L'Agence des services numériques et de la population (Digi- ja väestötietovirasto DVV) conseille de passer à la boîte aux lettres numérique de l'Etat Suomi.fi pour recevoir des courriers des autorités publiques.

La semaine prochaine, lors d'une connexion sur un service administratif en ligne, environ 2,8 millions de personnes qui n'ont pas encore activé ce service auront une notification qui leur propose de passer des lettres papier au service numérique.

La boîte aux lettres numérisée et sécurisée Suomi.fi fait économiser du temps et réduit l'impact environnemental ainsi que les coûts liés au traitement du courrier papier, déclare DVV dans un communiqué.

HS

Économie – Emploi

Les prix des appartements continuent de diminuer

En mars, les prix des appartements ont diminué de 2,4 % à Helsinki par rapport au mois de mars de l'année dernière. Dans tout le pays, les prix ont diminué de 1,6 %.

Les ventes des appartements se sont toutefois accélérées. Dans la région de la capitale, selon le Centre des statistiques, 1099 anciens appartements ont été vendus, contre 793 en mars 2024.

Selon le Centre de recherche économique PTT et la Fédération des entrepreneurs, il ne s'agit pourtant pas d'un tournant : la situation du marché immobilier reste faible, et la diminution des prix s'est stabilisée. Cela s'explique principalement par le manque de confiance des consommateurs dans leur propre économie et dans le développement économique de la Finlande, ainsi que par le grand nombre d'appartements invendus dans la région de la capitale et la situation mondiale instable.

HS

Le chômage des jeunes diplômés a augmenté

Le chômage des jeunes diplômés a augmenté même dans les secteurs où il y avait auparavant beaucoup de demande, selon les statistiques d'Akava Works, le département de recherche de la confédération des syndicats de cadres Akava.

Le taux de chômage de tous les jeunes diplômés a augmenté de plus de 40 % au cours de la dernière année.

Par rapport au mois de mars 2024, le chômage des jeunes diplômés a augmenté le plus dans le secteur des services sociaux et de la santé : en mars 2025, 671 jeunes diplômés du secteur étaient au chômage, ce qui veut dire une augmentation de 142,2 % par rapport au mois de mars 2024.

Au niveau du nombre de personnes au chômage, le secteur du commerce est le plus touché : 806 jeunes diplômés du secteur étaient au chômage, soit 32,1 % de plus qu'en mars 2024.

Dans le secteur de la technologie et de la construction, le chômage a augmenté de 36,4 % pour atteindre 663 jeunes diplômés sans emploi.

HS

Nucléaire

Une centrale pilote en vue d'un SMR est en construction à Helsinki

L'entreprise finlandaise Steady Energy va construire à Helsinki une version pilote d'une centrale nucléaire destinée à la production de chauffage urbain. Les travaux, d'un coût de 15 à 20 millions d'euros, débuteront à la fin de l'année.

L'entreprise, issue du Centre de recherche technique VTT de Finlande, a développé un modèle de réacteur nucléaire spécifiquement adapté à la production de chauffage urbain.

Le chauffage urbain nucléaire est l'option majeure d'Helen, société énergétique d'Helsinki.

La version test de la centrale nucléaire de chauffage urbain, actuellement en construction, sera installée dans la salle des turbines de la centrale à charbon de Salmisaari, récemment fermée. Elle est en tous points similaire à la centrale LDR-50 conçue par Steady Energy, à la différence près que dans ce projet pilote la chaleur ne sera pas produite par une réaction nucléaire, mais par des résistances électriques.

La puissance thermique de la centrale représente environ un dixième de celle d'un véritable réacteur de centrale nucléaire.

« La mission principale de l'installation d'essai est de démontrer que le système de sécurité passive le plus important du LDR-50 fonctionne également à grande échelle », explique Antti Teräsvirta, chef de projet, dans un communiqué de presse de Steady Energy.

Outre la sécurité, l'objectif est de tester la production et l'assemblage des différents composants de la centrale.

« Nous voulons minimiser les risques liés aux coûts et aux délais en testant la centrale avant même sa vente. Les investisseurs privés y voient une raison importante de nous faire confiance », déclare Tommi Nyman, PDG de l'entreprise.

Yle

Droit – Justice - Constitution – Politique étrangère

La ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, estime que la gestion de la politique étrangère fonctionne bien

La ministre des Affaires étrangères, Elina Valtonen, n'est pas enthousiasmée par les idées du chancelier de la Justice, Tuomas Pöysti, concernant la gestion de la politique étrangère.

Dans un entretien accordé à Demokraatti, Pöysti a suggéré qu'à l'avenir, la gestion de la politique étrangère devrait incomber en grande partie au gouvernement et au Premier ministre plutôt qu'au président. La responsabilité de la préparation devrait clairement incomber au gouvernement.

Selon la Constitution actuelle, la politique étrangère de la Finlande est menée par le Président de la République, en coopération avec le Gouvernement.

Valtonen affirme que la gestion de la politique étrangère a bien fonctionné dans le cadre de la Constitution actuelle.

« Quoi qu'il en soit, le Premier ministre décide de la manière dont le Gouvernement organise la gestion de la politique étrangère et de sécurité. Je pense que cela a très bien fonctionné », a déclaré Valtonen à Yle.

Selon Valtonen, il est essentiel que la Finlande puisse influencer les affaires internationales à l'heure où son voisin oriental est en guerre en Europe.

Yle

Le Président de la commission des affaires étrangères Johannes Koskinen estime que le chancelier de la Justice Pöysti a raison : l'accès du Parlement à l'information en politique étrangère doit être renforcé et accéléré.

Selon Johannes Koskinen (PSD), président de la commission des affaires étrangères du Parlement, le gouvernement et le président devraient se préoccuper particulièrement de l'accès du Parlement à l'information, car des décisions politiques importantes relatives à la sécurité de la Finlande sont attendues de l'OTAN dans un avenir proche.

« Le processus de planification de la défense de l'OTAN est lancé pour la première fois à une telle échelle, et la Finlande et la Suède y sont également impliquées pour la première fois. C'est l'événement le plus important depuis des décennies », déclare Koskinen.

Selon Koskinen, l'OTAN pourrait prendre des décisions politiques majeures dès juin.

« Cela devrait également être une préoccupation particulière pour le gouvernement et le président de Finlande. Il faut que le Parlement reçoive toutes les informations nécessaires pour pouvoir prendre position et influencer la manière dont la sécurité de la Finlande est prise en compte lors des négociations ».

Koskinen a commenté l'interview de Tuomas Pöysti, chancelier de la Justice, à Demokraatti. Dans cette interview, Pöysti estime que la gestion de la politique étrangère doit être réformée de toute urgence en raison des évolutions rapides de l'OTAN et de l'UE.

Pöysti a constaté la nécessité d'un changement, notamment dans la circulation de l'information entre le gouvernement, le président de la République et le Parlement.

« La commission des affaires constitutionnelles et la commission des affaires étrangères du Parlement ont exprimé le même avis. Le plein accès du Parlement à l'information doit être renforcé et les ministères et le gouvernement doivent toujours être impliqués dans le cadre du pouvoir de préparation des décisions, même lorsque le président de la République représente la Finlande », déclare Koskinen.

Que faudrait-il changer concrètement ?

« Nous avons tenté de concentrer les auditions des commissions. Mais les documents forme classifiés et cryptés devraient également être mis à la disposition des commissions clés, afin que les informations sur les questions en suspens [dont disposent les députés] ne soient pas de nature générale. Elles passent instantanément du stade de préparation à celui de négociations terminées, après quoi il est quasiment impossible d'influencer quoi que ce soit. C'est un problème particulier ce printemps ».

A-t-il été difficile d'obtenir ces documents ?

« On pourrait dire que nous n'en sommes pas encore au stade des documents. En revanche, la préparation n'en est pas encore là. Nous devons être constamment vigilants quant au moment où nous atteindrons des étapes où des informations très précises seront nécessaires sur ce qui est attendu de la Finlande et sur l'aide qu'elle recevra, si l'on considère, par exemple, la planification de la défense de l'OTAN ».

Selon Koskinen, les problèmes de circulation de l'information concernent particulièrement l'OTAN, mais aussi, plus largement, les négociations concernant la coalition des pays volontaires, qui relèvent plus directement de l'autorité du président.

« L'entière responsabilité de la préparation [dans ces sujets] devrait incomber au gouvernement, de sorte que le Parlement devrait être informé avec suffisamment de précision ».

Peut-on dire que les informations [dont vous disposez] ne sont pas suffisamment précises ?

« Il y a des problèmes et des lenteurs à cet égard. J'aimerais que le gouvernement adopte une approche proactive. Par exemple, la manière dont l'accord sur les mines antipersonnel (d'Ottawa) a été traité était clairement critiquable. Les groupes parlementaires de la coalition gouvernementale ont voulu exprimer leurs positions avant que l'ensemble du Parlement n'ait été correctement informé ou consulté. Seule une brève séance d'information a été organisée pour les présidents des groupes. Les questions de ce type, qui nécessitent un profond consensus national, doivent être traitées avec respect et non comme des opérations de communication gouvernementale. »

Existe-t-il des risques particuliers dans ces situations, liés au fait que le Parti de la coalition nationale dispose de tous les postes en politique étrangère et de sécurité ?

« Cela accroît également le risque dans une certaine mesure. Les débats actuels peuvent être organisés au sein du Parlement. Nous avons également exigé davantage de la commission des affaires étrangères que ce que le gouvernement aurait proposé directement. Cette ligne doit être maintenue. »

Koskinen souligne que la responsabilité du gouvernement de préparation des décisions, déjà inscrite dans la loi et sur la base de laquelle le président agit et négocie, devrait être inscrite dans la loi plus clairement qu'elle ne l'est actuellement. Le rôle de la présidence a été souligné, notamment dans les situations d'urgence.

« Lors de la préparation de ces sommets montés rapidement, le ministère des Affaires étrangères ou le ministère de la Défense devraient être pleinement impliqués, selon la nature du dossier. Les préparatifs de l'OTAN ont apporté une nouvelle dimension à ces préparatifs. De nombreuses décisions sont prises au sein de l'OTAN, alors qu'elles étaient auparavant purement nationales et placées sous l'autorité du Président de la République en tant que Commandant en chef des armées. Il est nécessaire d'élargir ce cadre juridique, notamment en ce qui concerne le lien avec le Parlement. »

L'objectif était de réformer la loi sur la base de l'expérience acquise. Selon Koskinen, la nécessité de modifications de la loi existe déjà.

Selon Koskinen, la loi devrait mieux décrire les implications de la récente adhésion à l'OTAN.

« La manière dont l'adhésion à une alliance de défense limite les pouvoirs décisionnels nationaux n'a pas été précisée. Ces limitations sont du même type que celles prises dans le cadre de l'adhésion à l'UE. La nécessité de modifications est également liée à la nature du Commandant en chef suprême des armées et à la répartition des tâches entre l'État-major général et le ministère de la Défense, ainsi qu'entre les forces armées et le gouvernement ».

« Il convient de vérifier si ces textes, basés uniquement sur l'armée nationale, sont à jour. Le cabinet du Premier ministre, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Défense s'y emploient. Cependant, rien n'a encore été établi. »

Selon Koskinen, le calendrier d'éventuelles modifications constitutionnelles pourrait être plus lent.

« Avec une coopération efficace et une réflexion démocratique, cela peut fonctionner également dans le cadre de la Constitution actuelle, mais le président et le gouvernement doivent alors se montrer actifs auprès du Parlement. Et le Parlement doit s'assurer d'avoir l'influence constitutionnellement requise sur les décisions prises au sein de l'OTAN ou dans d'autres contextes internationaux. »

L'ancien président de la République, Sauli Niinistö, entretenait des relations étroites avec les commissions parlementaires. L'actuel président, Alexander Stubb, a poursuivi sur cette lancée. Selon Koskinen, ces réunions constituent un complément utile à l'échange d'informations.

« La base devrait être l'existence d'un canal d'information continu entre le Gouvernement, le Parlement et le Président de la République ».

Dem

Eglise

Le synode de l'église luthérienne se réunit cette semaine

La question du mariage à l'étude

En mai 2024, les évêques de l'église luthérienne ont proposé de mettre en place un règlement sur deux conceptions parallèles sur le mariage : l'un entre un homme et une femme et l'autre entre deux personnes. Selon cette proposition, les pasteurs auraient la possibilité d'effectuer la cérémonie de mariage entre un couple homosexuel, mais aussi de refuser de le faire.

La commission des lois du synode propose d'étendre la possibilité de refus également aux organistes titulaires des paroisses.

Yle